

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	35 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.		

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

31 juillet	— Décret relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets du 1 ^{er} et du 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis. (<i>Arrêté de promulgation n° 365 du 3 août 1940, suivi de l'arrêté n° 366 de la même date soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté n° 365 précité</i>).	400
	Rectificatif au décret du 21 avril 1939 relatif au contrat de travail des hommes rappelés sous les drapeaux, rendu applicable au Togo par le décret du 29 avril 1939.	400
	Rectificatif au décret du 29 mai 1940 sur la réglementation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat.	400

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

22 juillet	— N° 354— Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1940.	401
22 juillet	— N° 357 — Arrêté portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1939.	404
22 juillet	— N° 358 — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1940.	404

22 juillet	— N° 359 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	404
31 juillet	— N° 1052 — Note de service relative à la diffusion de l'extrait d'un discours sur le paysan de France, prononcé, par le Maréchal PETAIN.	405
5 août	— N° 367 — Arrêté réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité.	406
5 août	— N° 368 — Arrêté ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local.	407
5 août	— N° 369 — Arrêté portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local.	408
5 août	— N° 370 — Arrêté portant taxation de certains produits dits de première nécessité.	408
7 août	— N° 1076 — Circulaire relative à l'orientation économique du territoire.	409
9 août	— N° 1096 — Télégramme-lettre circulaire relatif aux déplacements du personnel.	410
10 août	— N° 588 B. M. — Circulaire sur les affectations spéciales.	410
	Nominations, mutations, etc., concernant le personnel.	410
	Divers	411

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	413
Avis de vente	414
Bulletin météorologique	415

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Biens ennemis**

ARRETE N° 365 promulguant au Togo le décret du 31 juillet 1940 relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets du 1^{er} et du 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du premier septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi, ensemble les décrets du 1^{er} septembre 1939 pris pour son exécution, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940;

Vu le décret du 31 juillet 1940;

Vu le radiotélégramme officiel n° 20 R. du 2 août 1940 du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 juillet 1940 relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets du 1^{er} et du 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre, secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent décret sont levées de plein droit les mesures de séquestre prises en application des décrets du premier et du dix huit septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis à l'encontre des ressortissants allemands et italiens, des personnes morales et des établissements ayant leur siège social en territoire allemand ou italien ou constitués conformément aux lois applicables sur ces territoires ainsi qu'à l'encontre des personnes morales et des établissements qui en dépendent.

ART. 2. — Sous le contrôle des parquets les administrateurs-séquestres restitueront aux intéressés qui en feront la demande les biens dont l'administration leur a été confiée et rendront compte de leur gestion.

ART. 3. — Le ministre, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 31 juillet 1940.

Philippe PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat aux colonies,

LEMERY.

ARRETE N° 366 soumettant à la procédure d'urgence la publication de l'arrêté n° 365 du 3 août 1940 promulguant au Togo le décret du 31 juillet 1940 relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets des 1^{er} et 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 365 du 3 août 1940 promulguant au Togo le décret du 31 juillet 1940 relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets du 1^{er} et du 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté susvisé du 3 août 1940 sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 3 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

RECTIFICATIF au Journal Officiel du Togo du 16 juin 1939 (décrets relatifs au contrat de travail des hommes rappelés sous les drapeaux) — Page 258 — 2^e colonne — article 1^{er} — 5^e à 9^e ligne.

Au lieu de :

« aura été appelé sous les drapeaux en raison, soit d'un ordre d'appel, soit du rappel de sa classe, soit de la mobilisation générale, la reprise de l'emploi qu'il occupait avant d'être appelé »,

Lire :

« aura été rappelé sous les drapeaux en raison soit d'un ordre d'appel ou de convocation, soit du rappel de sa classe, soit de la mobilisation, la reprise de l'emploi qu'il occupait avant d'être rappelé »,

Page 259 — 1^{re} colonne — article 10, 1^o.

Au lieu de :

« aux gens de fer »

Lire :

« aux gens de mer ».

RECTIFICATIF au Journal Officiel du Togo du 22 juin 1940, (décret du 29 mai 1940 sur la réglementation minière dans certaines colonies et territoires sous mandat).

Page 366 — 1^{re} colonne — 3^e ligne :

Au lieu de : 13 octobre 1935

Lire : 13 octobre 1933.

Page 366 — 1^{re} colonne — 15^e ligne :

Au lieu de : 17 octobre 1927

Lire : 17 octobre 1917.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Mercuriales

ARRETE N° 354 fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté du 4 mai 1928 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales dans sa séance du 22 juin 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 22 juillet 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo, seront liquidés par le service des douanes pendant le deuxième semestre 1940, en conformité des indications du tableau 1, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu immédiatement applicable et sera affiché dans tous les bureaux des circonscriptions administratives, de postes du territoire et dans tous les lieux d'usage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

TABLEAU I

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE DEUXIÈME SEMESTRE 1940 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1940
Alcools dénaturés	L'hectolitre.	900 frs.
Amandes de karité	100 kilogrammes brut.	100 —
Amandes de palme	—	110 —
Animaux vivants	Bœufs et taureaux	La tête. 900 —
	Veaux et génisses	— 400 —
	Moutons	— 80 —
	Chèvres	— 70 —
	Porcs	— 70 —
	Poulets	— 7 —
	Canards	— 20 —
	Dindons	— 80 —
Arachides	en coques	100 kilogrammes brut. 135 —
	décortiquées	— 175 —
Beurre	salé ou en boîte métallique	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net. 3.000 —
	non salé autrement présenté	— 3.200 —
Bière en bouteilles (bouteilles comprises)	L'hectolitre.	650 — (1)
Biscuits de mer	légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2). 100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	550 —
	non sucrés	— 500 —
Bougies de toutes sortes	—	650 —
Bouteilles et flacons	plus de 0 litre, 50	Le cent. 50 —
importés pleins	de 0 litre, 10 à 0 litre, 50	— 30 —
	de moins de 0 litre, 10	— 20 —
Cacao en fève	100 kilogrammes net.	300 —

(1) La valoration mercuriale n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 600 francs l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 600 francs l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés ad valorem.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1940
Café vert d'origine locale	100 kilogrammes net.	650 —
Caoutchouc brut	100 kilogrammes brut.	500 —
Chocolat ordinaire en tablettes ou en poudre (1)	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.100 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré)	100 kilogrammes brut.	55 —
Colas	100 kilogrammes net.	100 —
Confitures $\left\{ \begin{array}{l} 50\% \text{ de sucre ou plus} \\ \text{moins de } 50\% \text{ de sucre} \end{array} \right.$	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.100 —
Coton égrené	—	1.000 —
Coprah	100 kilogrammes net.	700 —
Crevettes fumées	—	110 —
Dames-jeannes et bonbonnes	La pièce.	2.600 —
Défenses d'éléphant	25 —	—
Dent d'hippopotame	100 kilogrammes net.	4.000 —
Drums et bidons en tôle importés pleins	—	2.000 —
Essence de térébenthine	—	200 —
Estagnons d'essences ou de pétroles importés pleins	—	900 —
Farine de froment $\left\{ \begin{array}{l} \text{en sacs.} \\ \text{en estagnons.} \\ \text{en barils} \end{array} \right.$	La pièce	3 —
Farine de manioc	100 kilogrammes brut.	340 —
Films cinématographiques	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut	370 —
— — — en location	100 kilogrammes net.	350 —
Fruits de tables frais $\left\{ \begin{array}{l} \text{bananes} \\ \text{ananas} \end{array} \right.$	—	100 —
Fûts en fer ou acier importés pleins	Le mètre de longueur.	0,50
Graines de coton	—	0,05
Graines de kapok	100 kilogrammes net.	100 frs.
Graines de ricin	—	200 —
Graisses végétales alimentaires	—	200 —
— d'olives (2)	—	40 —
Huiles végétales $\left\{ \begin{array}{l} \text{d'arachides d'im-} \\ \text{portation} \end{array} \right.$ $\left\{ \begin{array}{l} \text{en fûts} \\ \text{en bouteilles ou} \\ \text{estagnons.} \end{array} \right.$	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	50 —
— de karité	100 kilogrammes net.	150 —
— de lin	—	900 —
— de palme	—	220 —
Ignames	—	1.000 —
Kapok non égrené	—	150 —
Kapok égrené	—	60 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (3)	100 kilogrammes brut.	350 —
Légumes secs d'origine locale	—	650 —
Mais	100 kilogrammes brut.	700 —
Mazout (Gaz oil)	—	60 —
Mil	1.000 kilogrammes net.	600 —
Peaux brutes de bœufs $\left\{ \begin{array}{l} \text{sèches} \\ \text{vertes} \end{array} \right.$	100 kilogrammes net.	180 —
Peaux brutes de chèvres	100 kilogrammes brut.	450 —
Peaux brutes de moutons	—	150 —
Piment d'origine locale	—	50 —
Plombs bruts en saumons ou laminés	—	250 —
Poissons secs et fumés d'origine locale	100 kilogrammes brut.	175 —
Poissons secs salés	—	500 —
Riz	100 kilogrammes net.	700 —
	100 kilogrammes brut	260 —

(1) La valoration mercuroiale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure ou égale à 1.100 francs les 100 kgs. demi-net. Ceux dont la valeur de facture est supérieure à 1.100 francs les 100 kgs. demi-net, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

(2) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(3) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25 %.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU DEUXIÈME SEMESTRE 1940
Saindoux	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.000 —
Savons autres que ceux de parfumerie : (genre savon de Marseille)	en cubes, barres ou pains à nu autrement présentés	100 kilogrammes net. 600 — 630 —
Semoules en pâtes d'Italie	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	700 —
Tapioca	1.000 kilogrammes net.	1.250 —
Viandes salées	de porc	jambon entier en boîte
		jambons autres
	saucisson à nu	lard en planches
		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts	L'hectolitre.	250 —
Vins ordinaires en fûts (1)	—	300 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (2)	* Valeur.	F+25%

(1) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 300 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 300 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 300 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercuration et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les produits non dénommés, au tarif et non mercurationnés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise convre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurationnés et renfermés dans des emballages mercurationnés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurationné le droit qui lui est propre d'après la valoration mercurationnelle.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATIONS		
Sucres raffinés	100 kilogrammes net	420 frs.
Tabacs en feuilles	—	1.900 —
Cigarettes en boîtes métalliques	—	10.000 —
Cigarettes en paquets	—	2.700 —
Anis Berger ou Pernod et similaires	L'hectolitre	1.100 —
Gins et Genièvres (de traite	—	1.300 —
autres (1).	—	3.000 —
Whisky	—	5.000 —
Rhums en bouteilles	—	1.500 —
Rhums en fûts	—	900 —
Huiles de pétrole et de schiste	Pétrole en fûts	100 kilogrammes net
	Pétrole en caisse et estagnons	200 —
	Essence en vrac et en fûts	230 — (2)
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faîtières)	Essence en caisse et estagnons	220 — (2)
	—	250 — (2)
Sels { en sacs	—	500 —
{ en flacons	—	50 —
autrement présentés	100 kilog. 1/2 net	500 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus)	100 Kilogrammes net	50 —
Autres articles non désignés ci-dessus	Les 1.000 boîtes	350 —
	Valeur définie par article 5, arrêté 336 du 23 juillet 1935.	

(1) Sont considérés comme gins autres tous les gins dont la valeur sur facture (emballage compris) excède 1.300 francs l'hectolitre.

(2) Les présentes valorations couvrent l'emballage (caisses, fûts, estagnons).

Commune mixte

ARRETE N° 357 portant règlement du compte administratif de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1939.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932, créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal des délibérations de la commission municipale de Lomé, en date du 8 mai 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 22 juillet 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune mixte de Lomé, pour l'exercice 1939 est arrêté comme suit :

En recettes : à huit cent quatre vingt quinze mille vingt-trois francs quatre-vingt-trois centimes (895.023,83);

En dépenses : à sept cent quarante-et-un mille neuf cent soixante quinze francs cinquante-trois centimes (741.976,53) laissant un excédent de recettes de : cent cinquante trois mille quarante-huit francs trente centimes (153.048,30) qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1940.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1939 et dont le montant s'élève à cent quarante mille neuf cent un francs treize centimes (140.901,13).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 358 portant approbation du budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu le procès-verbal des délibérations de la commission municipale de Lomé en date du 8 mai 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 22 juillet 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté comme suit le budget supplémentaire de la commune mixte de Lomé pour l'exercice 1940 :

Recettes : à cent cinquante quatre mille six cent cinq francs cinq centimes (154.605,05);

Dépenses : à cent cinquante quatre mille six cent cinq francs cinq centimes (154.605,05).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

C. F. T.**Budgets**

ARRETE N° 359 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 696 du 25 décembre 1939 rendant provisoirement exécutoire les budgets du Togo pour l'exercice 1940;

Vu le rapport n° 436 du 4 juillet 1940 du directeur du réseau des chemins de fer;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 22 juillet 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de cent vingt mille francs sur le compte du fonds spécial : fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1940.

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal Officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

**Orientation de l'activité de la jeunesse togolaise
dans le domaine économique**

Lomé, le 31 juillet 1940

NOTE DE SERVICE N° 1.052

pour Monsieur l'Inspecteur de l'Enseignement

La Revue « Le Sud-Ouest Economique » a, dans un de ses derniers numéros, publié un extrait d'un discours prononcé, il y a quelques années, par le Maréchal PETAIN à l'occasion de l'inauguration d'un monument aux morts dans une commune de l'Ariège.

Cette apologie du paysan français est plus que jamais d'actualité et il vient immédiatement à l'esprit d'opérer un rapprochement entre ce discours et la ligne de conduite qu'a tracée à la France le Chef de notre Gouvernement et Chef de l'Etat français.

Le retour à la terre préconisé par le Gouvernement ne constitue donc pas, ainsi que certains l'ont pensé, une innovation dictée par les événements que nous venons de vivre. Cette idée est le fruit de l'expérience d'un grand soldat qui, après avoir été le Chef des Français combattants, est devenu celui de tous les Français.

Outre que le discours du Maréchal PETAIN constitue une belle page de littérature française, il convient d'en tirer les constatations et les conclusions qui s'imposent ainsi que les leçons qui peuvent guider les Français de la Métropole et de l'Empire dans les jours à venir.

Dans cet ordre d'idées, je vous prie de faire distribuer dans toutes les écoles du Territoire, aussi bien catholiques et protestantes qu'officielles, un exemplaire de l'extrait du discours en question. Cette page devra être lue dans toutes les classes.

En dehors de cette lecture il vous appartiendra de donner les indications nécessaires aux directeurs d'écoles pour que, suivant le degré d'instruction des élèves, le même texte fasse l'objet de dictées, soit en totalité, soit en partie, de rédactions et d'exercices divers en pratique dans l'enseignement primaire.

Il va sans dire que l'école européenne devra participer, au même titre que les autres, à la diffusion des paroles du Maréchal PETAIN.

Vous voudrez bien, en m'accusant réception de la présente Note, me rendre compte des instructions que vous aurez données dans le sens indiqué ci-dessus.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNÉ.*

LE PAYSAN DE FRANCE

par le Maréchal PETAIN

*(Extrait de la Revue « Le Sud-Ouest Economique »
Janvier-Février 1940 — N° 311 — 312)*

(Il y a quelques années, parlant devant le monument aux morts de la plus petite commune de l'Ariège, qui est aussi la plus petite commune rurale de France, le Maréchal PETAIN prononçait un discours qui doit être lu et médité, car il constitue un éloge magnifique du paysan français, éloge plus justifié que jamais dans les temps que nous vivons).

« Lorsque le soir tombe sur les sillons ensemencés, qu'une à une les chaumières s'éclairent de feux incertains, le paysan, encore courbé par l'effort, jette un dernier regard sur son champ, comme s'il lui en coûtait de le quitter. Pourtant, la journée a été dure. Tout au long d'heures monotones, sans autre compagnon que ses bêtes qu'il encourage de temps en temps par des appels de la voix, il a silencieusement dirigé le soc de la charrue et creusé en plein sol des sillons parallèles. La tâche du jour est accomplie comme elle l'a été la veille et le sera le lendemain. Il la contemple avec satisfaction. A la même heure, des milliers de regards, emplis d'une saine fierté se portent comme le sien sur un coin de terre, de vigne, de lande, exprimant l'amour et le respect des hommes de la terre pour le sol nourricier.

« Aucune amertume dans ces regards. Cependant, le labeur du paysan ne trouve pas toujours, comme celui de l'ouvrier, la récompense qu'il mérite, et cette récompense n'est jamais immédiate. Plusieurs mois séparent le labeur de la récolte, pendant lesquels il fait vivre d'espérances. Rien n'est certain aux champs. Le travail ne suffit pas. Il reste à protéger les fruits de la terre contre les caprices du temps : le gel, l'inondation, la grêle, la sécheresse, et contre ce fléau aujourd'hui plus cruel encore que les autres : la mévente. Le citadin peut vivre au jour le jour, le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominent l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient.

« De ce miracle chaque jour renouvelé est sortie la France, nation laborieuse, économe et attachée à la liberté. C'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience, c'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel. Le prodigieux développement des forces matérielles n'a pas changé la source des forces morales. Celles-ci marquent le cœur du paysan d'une empreinte d'autant plus forte qu'il les puise à même le sol de la Patrie.

« L'obstination dans l'effort quotidien, la résistance physique, une prudence faite de prévisions à longue échéance et de décisions lentement mûries, la confiance raisonnée, le goût d'une vie rude et simple, telles sont les vertus dominantes de nos campagnards. Ces vertus qui soutiennent la nation aux heures de crise sont aussi celles qui font le vrai soldat.

« Car dans cette fusion intime des origines, des caractères, des individus qu'est une troupe, l'homme de la terre apporte un élément d'une valeur inappréciable : la solidité. Ceux qui ont eu l'honneur de le commander savent ce qu'on peut attendre de lui. Insensible aux excitations pernicieuses, il accomplit son devoir de militaire avec la même assurance tranquille que son devoir de terrien. Il apprend méthodiquement et n'oublie pas ce qu'il a appris. Aimé de ses supérieurs, respecté de ses camarades, il suit son chef sans discuter et donne à ce chef la volonté d'entreprendre. Pendant la guerre, le citadin, plus instruit en général, a fourni les cadres. Puis technicien, l'ouvrier a alimenté la main-d'œuvre indispensable aux usines. Le paysan s'est battu dans le rang, avec le sentiment profondément ancré en lui qu'il défendait sa terre. Les plus terribles épreuves n'ont pas entamé sa foi. Tant que l'ennemi a foulé le sol français, il a gardé la farouche résolution de le battre.

« Aux heures les plus sombres — je tiens à le rappeler devant ce monument — c'est le regard paisible, décidé, du paysan français qui a soutenu ma confiance

« Et son dévouement ne s'est pas seulement manifesté sur les champs de bataille. A l'arrière des lignes, nos villages ont rempli leur devoir d'hospitalité envers les alliés : Américains, Anglais, Belges, Italiens, Portugais, qui sont venus combattre sur le front français. Les populations des pays envahis, obligées de fuir devant l'invasion, ont trouvé dans vos campagnes un accueil dont elles garderont toujours le souvenir.

« On a cherché quelquefois à opposer les unes aux autres les provinces françaises, à distinguer entre elles je ne sais quelle différence dans la tenue au combat. L'anecdote vraie que voici montre ce que cette rumeur eut d'injuste. Le 16 avril 1917, la veille de la grande attaque sur l'Aisne, un régiment, composé essentiellement d'Ardennais et de Champenois, reçoit un renfort de l'Ariège. Le Colonel affecte le renfort à une des compagnies d'assaut. Le soir de l'attaque, trois hommes de cette compagnie sont proposés pour la médaille militaire : les trois hommes sont de l'Ariège, Basques ou Lorrains, Bretons ou Savoyards, pour ne parler que des contrées aux extrêmes, tous les soldats de France ont bien mérité de la Patrie.

« Lorsque les hommes dont nous honorons aujourd'hui la mémoire ont quitté leur village en août 1914, pour rejoindre leur régiment, ils ont fait en eux-mêmes le serment de se sacrifier pour que la France vive. Ils ont tenu parole. La France est sortie de la guerre victorieuse et même plus grande qu'en 1914. Maintenant qu'elle a repris ses frontières naturelles, elle n'ambitionne aucune conquête. Son Empire colonial ne saurait s'accroître sans risquer de l'affaiblir.

« La France est donc devenue une nation conservatrice. Pour décourager les tentatives d'agression de ses voisins, elle a protégé ses frontières terrestres par une barrière bétonnée.

« Ces précautions prises, elle est toute disposée à entretenir des relations pacifiques avec les autres peuples, car elle est attachée à la paix comme le paysan l'est à la terre. Mais il ne suffit pas de déclarer la paix au monde. Il faut la gagner comme on gagne la guerre, comme on creuse un sillon par des efforts continus, et en se gardant de conceptions trop rigides, dont les événements se chargeraient de démontrer la fragilité. Tout système destiné à conserver la paix comporte des fissures et des faiblesses. Il n'en est pas qui puisse garantir la sécurité d'aucune nation, grande ou petite, indépendante ou neutre, intéressée ou étrangère à l'enjeu du conflit, si elle n'a d'abord elle-même le souci et le moyen de sa propre défense. La force reste le meilleur argument au service du droit. Elle attire, en outre, alliance et amitiés.

« La France doit maintenir sa force, force matérielle et force morale, au niveau qu'exigent son patrimoine intellectuel, ainsi que les dangers auxquels l'expose sa situation géographique. Une armée puissante dans les trois domaines : terrestre, maritime, aérien, bien instruite et pourvue d'un armement moderne, une jeunesse élevée dans le culte du sentiment national, un esprit public averti des périls qui menacent le pays comme des raisons qui motivent sa confiance, telles sont les conditions premières de notre sécurité.

« Il dépend de chaque citoyen, du plus humble au plus grand, que ces conditions soient remplies. Dans ce concert d'obligations et d'efforts, la plus modeste commune de France a le même rôle que la grande cité ».

Lomé, le 6 août 1940.

ORDRE de service n° 374 E.

pour les Directeurs d'Ecoles

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une note de service de M. le Commissaire de la République concernant un extrait du discours prononcé, il y a quelques années, par le Maréchal PETAIN à l'occasion de l'inauguration d'un monument aux morts dans une commune de France.

Vous voudrez bien faire copier le texte que je vous envoie par vos grands élèves de manière à pouvoir en adresser un exemplaire à chacune des écoles relevant de votre autorité. Lecture en sera faite par les maîtres dans toutes les classes.

En dehors de cette lecture et pour les cours supérieurs et moyens, ce texte pourra être utilisé en exercices d'orthographe; notamment les 1^{er} et 2^e paragraphes pourront constituer le sujet de deux dictées pour le cours supérieur et moyen 2^e année.

Pour le cours moyen 1^{re} année il y aura lieu d'en raccourcir le texte de manière à obtenir 8 ou 9 lignes de devoir.

Ce texte pourra également donner lieu surtout au cours supérieur à une ou deux compositions françaises. A titre d'indication, par exemple :

1^o — Après une longue journée de travail, lorsque le soir tombe un cultivateur contemple son champ avant de regagner sa case. Faites une description sommaire de ce travailleur et imaginez les pensées qui lui viennent à la vue du travail accompli et les espoirs qu'il fonde sur la récolte future.

2^o — Décrivez le labeur incessant du cultivateur, les causes qui rendent incertain le fruit de son travail. Expliquez pourquoi malgré toutes ces peines et ces incertitudes, il reste profondément attaché à sa terre et préfère à tous les autres le métier de cultivateur.

En géographie vous pourrez également faire ressortir que l'agriculture est la principale richesse de la France et que son avenir est étroitement attaché à la prospérité des ressources agricoles.

*L'Inspecteur de l'Enseignement,
SIRO.*

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE No 367 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Après avis de la commission consultative du ravitaillement;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 3 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la date de la publication du présent arrêté, le sucre et le savon d'importation ne pourront provisoirement être vendus qu'au détail.

La dénomination de vente au détail concerne :

a) pour les factoreries et boutiques, les quantités inférieures ou égales à 1 kilogramme.

b) pour les revendeurs sur marchés et sur la voie publique, les quantités inférieures ou égales à 100 grammes.

ART. 2. — Est interdite dans toute l'étendue du territoire, sauf du samedi à 17 heures jusqu'au dimanche à 20 heures, la vente des petits pains sucrés de fantaisie, des gâteaux et bonbons variés de fabrication indigène dans la composition desquels entrent la farine de froment et le sucre ou l'une de ces deux denrées.

ART. 3. — Tous les officiers de police judiciaire sont habilités pour constater en tous lieux les infractions aux dispositions ci-dessus.

ART. 4. — Les sanctions applicables, en cas d'infraction, sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 368 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Après avis de la commission consultative du ravitaillement;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 3 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le but de constituer un stock de sécurité pour parer aux difficultés éventuel-

les de ravitaillement du territoire, le blocage temporaire des quantités ci-après est ordonné en ce qui concerne les produits essentiels dits de première nécessité :

1° — FARINE DE FROMENT :

F. A. O.	2.500 kgs.
S. C. O. A.	5.500 —
R. Eyehenne	600 —
U. A. C.	14.000 —
John Holt	4.800 —
G. B. Ollivant	600 —

2° — SUCRE :

F. A. O.	7.000 kgs.
S. C. O. A.	2.000 —
U. A. C.	11.000 —
John Holt	7.000 —
G. B. Ollivant	1.000 —

3° — RIZ :

F. A. O.	4.000 kgs.
S. C. O. A.	8.000 —
R. Eyehenne	1.000 —
U. A. C.	17.000 —
John Holt	4.000 —

4° — VIN :

F. A. O.	3.000 litres.
S. C. O. A.	2.000 —
S. G. G. G.	1.000 —
R. Eyehenne	400 —
U. A. C.	2.500 —
John Holt	300 —
G. B. Ollivant	800 —

5° — SAVONS ORDINAIRES :

F. A. O.	150 kgs.
U. A. C.	2.000 —
John Holt	200 —
G. B. Ollivant	150 —

ART. 2. — Les quantités ci-dessus seront libérées au fur et à mesure des nouveaux arrivages en commençant par les approvisionnements les plus anciens.

Cette opération sera effectuée suivant décision du Commissaire de la République après avis de la commission consultative du ravitaillement.

ART. 3. — Les stocks ainsi libérés ne pourront être vendus à des prix supérieurs à ceux fixés par le comité de surveillance des prix et en vigueur à la date de la publication du présent arrêté.

ART. 4. — La vérification matérielle des stocks peut être effectuée par tous officiers de police judiciaire en tous lieux et aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 5. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 369 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Après avis de la commission consultative du ravitaillement;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 3 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est limitée provisoirement dans toute l'étendue du territoire la vente des denrées et produits de première nécessité ci-après :

Farine de froment,
Sucre,
Riz,
Sel,
Vin ordinaire rouge et blanc,
Savon ordinaire d'importation,
Huile comestible,
Pétrole,
Essence,
Mazout.

ART. 2. — Les quantités maxima pouvant être mises en vente mensuellement sont fixées comme suit :

Farine de froment	10 tonnes.
Sucre	10 —
Riz	15 —
Sel	70 —
Vin	6.000 litres
Savon	1.200 kgs.
Huile comestible	1.500 litres
Pétrole	60 tonnes.
Essence	80 —
Mazout	15 —

ART. 3. — Les quantités ci-dessus seront réparties entre les diverses maisons de commerce compte tenu de leurs stocks déclarés conformément aux dispositions de l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940, suivant un état dressé mensuellement par la chambre de commerce, qui sera communiqué au Commissaire de la République avant le 5 de chaque mois.

ART. 4. — La fixation des quantités telle qu'elle résulte de l'article 2 ci-dessus, est valable jusqu'à un nouvel arrivage affectant les stocks des produits en cause.

ART. 5. — Les sanctions applicables, en cas d'infraction, sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 370 portant taxation de certains produits dits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks de matières, objets, produits et denrées de toute nature se trouvant sur le territoire du Togo;

Après avis de la commission consultative du ravitaillement;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 3 août 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite à compter de la publication du présent arrêté toute hausse des prix concernant les produits dits de première nécessité définis par l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 jusqu'à épuisement des stocks ayant fait l'objet des déclarations établies en exécution des dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1940 susvisé.

ART. 2. — Les prix applicables auxdits approvisionnements des produits en cause seront ceux fixés par le comité de surveillance des prix et en vigueur à la date de la publication du présent arrêté.

ART. 3. — Seules des majorations de prix pourront être appliquées pour les arrivages postérieurs et après avis de la commission consultative du ravitaillement.

ART. 4. — Les justifications sur l'écoulement des stocks résultant des déclarations établies en vertu de l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 pourront être exigées par tous officiers de police judiciaire en tous lieux.

ART. 5. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 5 août 1940.

L. MONTAGNÉ.

Orientation économique du Territoire

Lomé, le 7 août 1940.

CIRCULAIRE N° 1076*A Messieurs les Commandants de Cercle.*

Les opérations de démobilisation actuellement en cours vont remettre à la disposition de l'administration locale un nombre important de fonctionnaires, qui va porter l'effectif présent au Territoire à un chiffre supérieur à celui du temps de paix.

En raison de la situation présente, qui a, sinon paralysé, tout au moins mis en veilleuse la plupart des activités du pays, il convient de rechercher le moyen d'utiliser, au mieux de l'intérêt général, les services de chacun des fonctionnaires rendus à la vie civile.

Une indication des plus intéressantes vient de nous être donnée par la décision prise par le Gouvernement français quant à l'orientation nouvelle vers laquelle il estime opportun et indispensable de diriger l'effort de la Métropole en vue de son redressement économique et politique.

Le retour à la terre préconisé par le Chef de l'Etat français, fervent apologiste du paysan, conserve la même valeur soit qu'il concerne le Français de la Métropole, soit qu'il vise le Français d'Outre-mer.

Notre rôle éducatif ne doit pas se borner à doter les enfants et les jeunes gens de nos écoles des connaissances générales, qui aboutissent trop souvent à en faire des déclassés. Il importe de les guider et les orienter au seuil de leur vie sociale et de les mettre en possession des moyens propres à leur permettre d'assurer, à leur famille et à eux-mêmes une existence digne et honnête dans le travail et dans la paix.

Dès le 9 novembre 1938, devant le conseil économique et financier du Territoire, je désignais, comme un des principaux objectifs vers lesquels devaient tendre les efforts de notre administration, la création d'une élite paysanne. Un de nos buts — disais-je — doit être de « dégager une élite paysanne qui, après avoir reçu un enseignement élémentaire et s'être familiarisée avec notre langue, restera aux champs, continuant à mettre en pratique les notions de culture et d'élevage qu'elle aura déjà expérimentées à la ferme scolaire ». Les données du problème, tel que je l'exposais en 1938, demeurent les mêmes, mais la question emprunte aux circonstances présentes un caractère de particulière importance.

Trop de jeunes gens, au sortir de l'école, ne veulent pas retourner à leur village et aux champs de leur famille, et aspirent à se créer dans les gros centres une situation exempte de travail manuel.

Cet état de choses doit cesser.

L'attrait des villes doit être combattu énergiquement et il convient de veiller avec une grande attention au retour de la jeunesse écolière au village natal où, au sein de la famille, lui seront inculqués les premiers rudiments du travail de la terre.

Sur ce point, j'envisage de marquer la voie dans laquelle nous désirons voir nettement s'orienter la jeunesse écolière, en procédant, à la fin de l'année scolaire en cours, à une distribution de dadas qui seront remis aux bons élèves, et qui deviendront la propriété définitive de ceux-ci à l'expiration d'un délai de deux ans.

Par ailleurs, les adultes qui, dans les centres ne disposent pas de moyens d'existence parfaitement établis, doivent, ainsi que je vous l'ai suggéré dans ma circulaire n° 977 du 13 juillet dernier, être progressivement refoulés, dans leurs villages d'origine.

La réalisation de ce but pose un double problème :

1° — Un problème, dont la solution est du ressort de l'enseignement et qui concerne la fixation de l'âge limite d'admission des enfants dans les écoles et la limitation des places dans les cours ou écoles supérieures;

2° — Un problème d'ordre politique, qui vous intéresse au premier chef et qui vise la mise à la disposition des nouveaux cultivateurs, de terres arables en quantité suffisante pour leur permettre de travailler et de vivre.

Ce problème comporte à première vue deux solutions.

La première solution consiste à parvenir, par une action suivie sur les chefs de canton et de village, à établir une répartition rationnelle des terrains collectifs en empêchant tout accaparement ou tout trafic tendant à léser la population laborieuse au profit d'une minorité.

La seconde solution, qui nécessitera une étude plus approfondie de votre part, vise la création, en des points judicieusement choisis, de nouveaux villages pourvus de terrains de culture et établis dans des conditions capables d'attirer et de fixer les cultivateurs. Ces conditions, que je vous laisse le soin de déterminer suivant les tendances locales, devront comprendre en premier lieu la création de puits susceptibles de fournir aux habitants une eau abondante et potable.

Il existe dans la plupart des circonscriptions des espaces suffisamment nombreux et étendus, qui n'ont jamais été mis en valeur, pour permettre, sans troubler l'ordre politique, d'attribuer à chacun le morceau de terre qui le fera vivre.

C'est à cette étude que je tiendrais à consacrer l'activité des fonctionnaires qui seront mis à votre disposition à leur retour de l'armée.

Il convient que d'ores et déjà vous fixiez votre attention sur cette question et que vous puissiez dresser en quelque sorte l'avant-projet de la réalisation que je désire poursuivre.

L'intérêt que présente ce travail ne saurait vous échapper, et je suis certain que je trouverai chez chacun de vous la compréhension et l'esprit d'initiative nécessaires pour mener cette tâche à bonne fin.

En m'accusant réception de la présente circulaire, je vous prierais de me faire tenir toutes suggestions ou observations que le projet exposé ci-dessus pourrait motiver de votre part.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,
L. MONTAGNÉ.*

Déplacements du personnel

Lomé, le 9 août 1940.

TELEGRAMME-lettre-circulaire n° 1096.*A tous Cercles, Services et Bureaux*

Il me revient que, perdant de vue mes précédentes instructions, certains fonctionnaires civils et militaires hors cadre ont quitté leur circonscription et même le Territoire, sans être munis de l'autorisation préalable du Commissaire de la République.

Je me vois donc contraint de rappeler, une fois de plus, les règles auxquelles doivent se conformer les fonctionnaires civils et militaires hors cadre en ce qui concerne leurs déplacements.

1^o — Les fonctionnaires civils et militaires hors cadre en service dans une subdivision ne peuvent quitter celle-ci pour se déplacer dans les limites du cercle que sur l'autorisation de l'administrateur, commandant la circonscription ou de leur chef de service.

2^o — Les fonctionnaires civils et militaires hors cadre ne peuvent quitter le cercle, dans lequel ils sont en service, et le Territoire que sur autorisation du Commissaire de la République.

J'ajoute que les feuilles de route qui pourraient être délivrées aux intéressés — sans que les règles ci-dessus définies aient été observées — ne sauraient donner lieu au mandatement d'aucune indemnité de déplacement et engageraient votre responsabilité personnelle.

Je vous prie de rappeler tout le personnel placé sous vos ordres à l'exécution stricte des instructions, objet de la présente circulaire dont vous voudrez bien m'accuser réception.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,*

L. MONTAGNÉ.

Affectations spéciales

Lomé, le 10 août 1940.

CIRCULAIRE N° 588 B. M.*A Messieurs les Chefs de Service et Commandants de Cercle.*

J'ai l'honneur de vous faire connaître que toutes les affectations spéciales actuellement en cours, quelle que soit la durée de classement, prendront fin le 2 septembre 1940.

Dès maintenant, le régime des affectations spéciales est redevenu celui du temps de paix et il vous appartient en conséquence de demander les nouvelles affectations spéciales pour le personnel réserviste mobilisable que vous désirez faire classer dans cette position. Les demandes de classement établies en 4 expéditions devront parvenir au bureau militaire avant le 20 août, afin que la commission régionale de contrôle des affectations spéciales puisse se réunir en temps utile. Les réservistes placés dans la position « sans affectation » ne devront pas figurer sur les demandes en cause. Les imprimés nécessaires seront fournis, sur demande, par le bureau militaire.

Les commandants de cercle voudront bien communiquer la présente circulaire à tous les commerçants et chefs d'entreprises privées et missionnaires relevant de leur circonscription.

*

* *

Les dispositions de ma circulaire n° 489/B. M. du 29 mai 1940 relative aux congés de convalescence des affectés spéciaux non fonctionnaires, adressée aux commandants de cercle et insérée au J. O. Togo du 8 juin 1940, deviennent sans objet.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,*

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Affectations**

Par décisions des :

3 août 1940. — M. Chippaux, médecin-lieutenant des troupes coloniales, est nommé médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Anécho.

Cumulativement avec ces fonctions, le médecin-lieutenant Chippaux exercera les fonctions de chef du bureau démographique du Territoire, de médecin-chef de l'hôpital spécial de Zébé, d'agent ordinaire de la santé à Anécho et d'inspecteur des viandes de boucherie.

9 août 1940. — M. Moal, administrateur de 3^e classe des colonies, capitaine de réserve de l'infanterie coloniale, placé dans la position hors cadres, est nommé :

Administrateur-maire de la commune mixte de Lomé,
Commandant du cercle de Lomé,

Président du tribunal du 2^e degré de Lomé,
en remplacement de M. Pic, administrateur de 2^e classe des colonies, qui était chargé cumulativement de ces fonctions avec ses fonctions de receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, de conservateur de la propriété foncière et de curateur aux successions et biens vacants.

M. Moal exercera, en outre, les fonctions de chef du service de l'inscription maritime.

La présente décision aura son effet à compter du 16 août 1940.

10 août 1940. — M. Pialoux, ingénieur principal des travaux publics, lieutenant du génie de réserve, démobilisé, reprend les fonctions, dont il est titulaire, de chef du service des travaux publics et des mines et de directeur du réseau du chemin de fer du Togo.

M. Laugier, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe des travaux publics, chargé temporairement de ces fonctions, est nommé chef-adjoint du service des travaux publics et des mines et directeur-adjoint du réseau du chemin de fer du Togo.

La présente décision aura son effet à compter du 12 août 1940.

DIVERS

Comité de surveillance des prix

Séance du 19 juillet 1940

Essence	Par caisse de 36 litres	détail	179,00
		gros	177,00
	Par fût de 36 litres	détail	209,00
		gros	207,00
Pétrole	Par fût de 200 litres	détail	1.018,50
		gros	1.008,50
	Par caisse de 2 estagnons	détail	174,75
		gros	172,75
Mazout	Par fût de 36 litres	détail	204,75
		gros	202,75
		le kilogramme	3,84
		les 100 kilogrammes	367,50

Les tarifs ci-dessus entreront en vigueur à compter du jour de l'admission en douane des stocks à venir.

Commissions

Par décision n° 420 du :

5 août 1940. — Une commission composée de :
M. Bernard, Procureur de la République, *Président*
M.M. Curtat, agent de la S. G. G. G. } *Membres*
Emmanuel Ajavon, notable,
tous trois membres titulaires du conseil d'administration du territoire, se réunira sur la convocation de son président, et dans la première dizaine du mois d'août, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs des budgets de l'exercice 1939, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnancement des budgets du Togo.

Dépôts de produits pharmaceutiques

Par décision n° 417 du :

2 août 1940. — Sont retirées les autorisations suivantes de dépôts de produits pharmaceutiques :

1° — M. Lawson John, demeurant à Atakpamé (décision n° 44 du 18 janvier 1939).

2° — M. Lawson Jacob, gérant de la S. G. G. G. à Atakpamé (décision n° 256 du 31 mars 1939).

3° — M. Fumey Hermann, gérant de la S. C. O. A. à Atakpamé (décision n° 244 du 25 mars 1939).

4° — M. Alipui Gabriel, gérant de la Maison John Holt à Atakpamé (décision n° 363 du 12 mai 1939).

5° — M. Kumedzro, gérant de la Maison John Holt à Atakpamé (décision n° 363 du 12 mai 1939).

6° — M. Locoh John, gérant de la Maison John Holt à Atakpamé (décision n° 363 du 12 mai 1939).

7° — M. Aguiar Paulin, demeurant à Atakpamé (décision n° 44 du 18 janvier 1939).

8° — M. Bakar Charles, gérant de la S. C. O. A. à Palimé (décision n° 244 du 25 mars 1939).

9° — M. Dossou Paul, gérant de la Maison John Holt à Palimé (décision n° 363 du 12 mai 1939).

10° — M. Apallo Michel, gérant de la Maison John Holt à Palimé, (boutiques rue de la gare et rue de Misahöhe) (décision n° 363 du 12 mai 1939).

11° — M. Doe Christophe, gérant de la Maison John Holt à Palimé (décision n° 386 du 6 juillet 1940).

Enseignement

Par décision n° 411 du :

30 juillet 1940. — La commission prévue à l'article 8 de l'arrêté du 21 août 1938, composée de :

M. Siro, inspecteur de l'enseignement, *Président*
M.M. Pallares, instituteur principal de

2^e classe,
L'augier, chef du service des travaux publics et des mines,

Trosselly, membre de la commission municipale de la commune mixte de Lomé, *Membres*

M^{me} Siro, institutrice principale hors classe,

se réunira le 5 août 1940 à 7 h.30 à l'école européenne de Lomé pour y faire subir les épreuves du certificat d'études primaires élémentaires.

Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires

ECOLE EUROPEENNE DE LOMÉ

Session de 1940

Candidat admis

BERTHON Emile.

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 371 du :

8 août 1940. — Le nommé Assani, né à Parataou (subdivision de Sokodé, cercle du nord) vers 1909, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle du nord, pour la durée fixée par le jugement du 26 août 1939 du tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

Rôles

Par arrêté n° 364 du :

30 juillet 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1940 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de : QUATRE VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT TREIZE FRANS SOIXANTE QUINZE CENTIMES (80.993 frs., 75 centimes).

NOS DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
129	Trésor	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 3.080,50 Rachat des prestations (européens) . . . 360,— Centimes additionnels . . . 103,50	3.544,—	3.544,—
130	Lomé subdivi- sion	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 230,— Rachat des prestations . . . 40,—	270,—	270,—
131	Sokodé (S).	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 548,50 Taxe sur arme perfectionnée . . . 20,—	568,50	
132	Lama-kara	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 4.637,— Rachat des prestations . . . 200,— Taxe sur arme perfectionnée . . . 20,—	4.857,—	
133	—	Impôt personnel indigène catégorie sup. . . 120,— Rachat des prestations . . . 40,—	160,—	
134	—	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire . . .	5.491,—	
135	—	Impôt sur la population flottante . . .	2.880,—	
136	—	Rachat des prestations indigènes . . .	1.940,—	
137	—	Patentes . . .	5.220,—	
138	—	Licences . . .	100,—	
139	—	Taxe sur les bicyclettes . . .	780,—	
140	Bassari	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire . . .	1.334,—	
141	—	Impôt sur la population flottante . . .	630,—	
142	—	Rachat des prestations indigènes . . .	2.887,50	
143	—	Patentes . . .	665,—	
144	—	Taxe sur armes perfectionnées . . .	40,—	
145	—	Taxe sur les bicyclettes . . .	540,—	28.093,—
146	S. Mango	Impôt personnel indigène catégorie sup. . . 470,— Rachat des prestations . . . 100,—	570,—	
147	—	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire . . .	28.103,—	
148	—	Impôt sur la population flottante . . .	13.440,—	
149	—	Patentes . . .	1.215,—	
150	—	Taxe sur armes perfectionnées . . .	180,—	
151	—	Taxe sur les bicyclettes . . .	1.035,—	44.543,—
152	Palimé	Impôt personnel et taxe additionnelle . . . 4.383,75 Rachat des prestations . . . 160,—	4.543,75	4.543,75
TOTAL . . .				80.993,75

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} août 1940.

Terrains domaniaux

Quartier : Ahanoukopé

Par arrêté n° 355 du :

22 juillet 1940. — Les lots ci-après désignés compris dans le lotissement du quartier d'Ahanoukopé à Lomé sont respectivement attribués définitivement en toute propriété aux sieurs :

Sossou Henri, (lot n° 3);
Ayité Louis, (lot n° 6);
Tonyivi Jean, (lot n° 7);
Agbessi Gabriel, (lot n° 9);
Tiamiyou Arnold, (lot n° 12);
d'Almeida Antoine, (lot n° 17);
Akouesson François, (lot n° 18);
Zinzou François, (lot n° 19);
Wilson Jean, Edouard, (lot n° 25);
d'Almeida Cosme, (lot n° 29);
Abalo Laurent, (lot n° 37);
Akakpo Michel, (lot n° 42);
Amoussou Gervais, (lot n° 48);

Mensah Albert, (lot n° 54);
Messangan Célestin, (lot n° 56);
Gnassounou Zingan Pierre, (lot n° 63);
Adjeté Bernard Akovi, (lot n° 65);
Virissimo Robert, (lot n° 66);
Kouévi Louis, (lot n° 67);
Agossa Djomatin, (lot n° 69);
Nyawouako Helena, (lot n° 71);
Bamezon Emmanuel, (lot n° 80);
Glokpon Ben, (lot n° 82);
Wilson Edouard Vignon, (lot n° 99);
Gonçalves René, (lot n° 105);
Hounissihou Anatole Samson, (lot n° 106);
Johnson Amissan Robert, (lot n° 110);
Gnassounou Paul, (lot n° 111);
Johnson Kuadjô André, (lot n° 116);
Lodonou Joseph, (lot n° 118);
aux charges et conditions stipulées dans le cahier des charges spécial à ce lotissement et moyennant le prix de : SIX CENTS FRANCS par lot.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 9 septembre 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (quartier n° 2), cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4 ares 89 centiares, et borné au nord par l'avenue Foch, à l'est par la rue des écoles, au sud par terrain à Latévi Lawson, à l'ouest par terrain à Anna Kury, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fidèle E. Folly Quémegawu, infirmier, demeurant à Lomé, agissant comme co-proprétaire, chargé de l'administration des biens appartenant indivisément aux consorts Quémegawu, suivant réquisition du 15 juin 1940, n° 1128.

Le mardi 10 septembre 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de cocotiers, d'une contenance de 2 hectares 98 ares 12 centiares, et borné au nord et au sud par terrain à Santo, à l'est par Gallé Adabunou, à l'ouest par terrains à Santo et Armathoe Robert, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Kouassivi Fumey, employé de commerce, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 juin 1940, n° 1129.

Le mercredi 11 septembre 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida (canton de Bagida), cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, d'une contenance de 1 hectare 22 ares 40 centiares et borné au nord par terrain au chef Adado Sani, à l'est par Fiagadji Homawoo, au sud par Amuzou Apenou et Naglo Kosivi, à l'ouest par terrains à Yovo Afanwubo et chef Adado Sani, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Kouassivi Fumey, employé de commerce, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 juin 1940, n° 1130.

Le jeudi 12 septembre 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bagida (canton de Bagida), cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 5 hectares 24 ares 30 centiares, et borné au nord par terrain aux consorts Agbevavi, à l'est par Dagbovie, au sud par la voie-fermée Lomé-Anécho, à l'ouest par terrains à Frank Van-Lare et Alex. Acolatsé, dont l'immatriculation a été demandée par

le sieur William Messa Agbevan Quashie, commis d'administration principal, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 juin 1940, n° 1131.

Le vendredi 13 septembre 1940 à huit heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kainkové (canton de Bè), cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 1 hectare 32 ares 19 centiares, et borné au nord par terrain à Agbenafa, à l'est par Akakpo, au sud par Homawoo, à l'ouest par les consorts Krüger, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur William Messa Agbevan Quashie, commis d'administration principal, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 juin 1940, n° 1132.

Le samedi 21 septembre 1940 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 23 ares 34 centiares, et borné au nord et à l'est par terrain à Ali-Tchola, au sud par terrain à Michel d'Almeida, à l'ouest par la rue allant vers Agbonou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Kouassivi Fumey, employé de commerce, demeurant à Atakpamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 juin 1940, n° 1133.

Le conservateur de la propriété foncière,
Pic.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

AVIS

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 19 Octobre 1938 au profit de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 90 du Cercle d'ANÉCHO.

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière afin d'obtenir un duplicata du Certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour deuxième insertion.

Avis est donné, de la perte du Certificat d'inscription d'une hypothèque prise à la date du 9 Novembre 1938 au profit de la COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sur le Titre Foncier N° 63 du Cercle de KLOUTO.

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 sur le Régime de la Propriété Foncière, afin d'obtenir un duplicata du Certificat et donner mainlevée de ladite hypothèque.

Pour deuxième insertion.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

VENTE
sur
SAISIE-IMMOBILIERE

Il sera procédé le Vendredi treize Septembre mil neuf cent quarante, à huit heures du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

IMMEUBLE RURAL NON BATI

sis dans le Cercle d'ANECHO, au kilomètre 5, sur la route de LOME, immatriculé au Livre Foncier du Cercle d'ANECHO sous le numéro quatre-vingt-onze, consistant en un terrain rural non bâti, planté de cocotiers, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une superficie d'Un hectare quatre-vingt-quinze ares et soixante-sept centiares, limité au Nord par terrain à Folikoué, à l'Est et au Sud par terrain à Assou, et à l'Ouest par terrain à Nyatépé.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la Société à responsabilité limitée « THE UNITED AFRICA COMPANY LIMITED » dont le Siège social est à LONDRES (Angleterre), ayant un principal établissement à LOME (Togo), où elle est représentée par Mr. Sylvanus OLYMPIO, son Agent fondé de pouvoirs pour le TOGO, et ayant pour avocat-défenseur, Me Raymond VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur Valentin SEDDOR, employé de commerce, domicilié à ANECHO, en vertu : 1^o) de la grosse en due forme exécutoire d'un jugement en date du deux Octobre mil neuf cent trente cinq, enregistré, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME,

2^o) d'un certificat d'inscription d'une hypothèque prise au profit de la Société poursuivante, sur ledit immeuble appartenant au sieur Valentin SEDDOR et faisant l'objet du Titre Foncier numéro quatre-vingt-onze du Cercle d'ANECHO, ledit certificat d'inscription en date du Cinq Avril mil neuf cent trente trois,

3^o) d'un commandement valant saisie-immobilière, du ministère de Mr. GUERIN Edmond, Huissier ad hoc, demeurant et domicilié à ANECHO (Zébé), en date du Vingt Juillet mil neuf cent quarante, visé par Monsieur l'Administrateur des Colonies, Commandant le Cercle d'ANECHO et par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, enregistré le Vingt-quatre Juillet mil neuf cent quarante, folio 100, numéro 38.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de : DIX MILLE FRANCS (Fr. 10.000) fixée par la créancière poursuivante.

Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné.

R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à Me. Raymond VIALE, avocat-défenseur à LOME, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le cahier des charges a été déposé.

AVIS

La Société JOHN HOLT & Co (Liverpool) LIMITED, a l'honneur d'informer les personnes intéressées qu'elle représente désormais au TOGO, la Compagnie de Navigation « ELDER DEMPSTER LINES LIMITED ».

Toutes procurations antérieurement données par cette Compagnie et toutes substitutions de pouvoirs sont, en conséquence, révoquées.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

JUIN 1940

DATES	LOMÉ			NUATIA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pressions	(3) Temps	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries
1	00,8	27,2	86	93,1	28,7	88	71,3	27,1	83	88,0	26,9	86	62,6	27,7	83	23,6	24,7	81	61,9	27,9	68	98,7	29,8	
2	00,9	24,4	88	93,8	26,9	82	71,8	26,3	85	83,9	28,0	93	62,9	20,0	81	22,4	23,8	78	61,0	27,6	58	98,9	27,4	
3	11,4	26,6	85	95,9	28,5	80	71,0	28,1	72	88,5	26,9	86	63,7	28,0	84	24,4	24,7	97	62,0	28,5	74	96,0	27,5	
4	14,1	26,9	82	96,2	26,8	93	73,4	24,0	96	87,0	28,8	99	65,4	25,0	92	25,3	22,9	74	63,7	25,1	82	96,4	27,8	83
5	12,7	24,8	89	96,3	26,1	90	73,3	24,8	84	86,9	23,8	97	65,8	25,4	87	25,6	23,0	78	63,8	26,6	66	97,8	26,4	73
6	12,8	26,6	86	96,6	28,2	85	72,9	26,4	77	87,0	28,7	92	66,3	27,7	84	25,7	23,7	71	63,9	27,7	70	97,5	29,1	64
7	12,6	26,1	88	96,3	28,0	91	72,5	22,7	90	87,3	23,8	96	65,9	22,8	94	25,3	20,8	81	64,3	23,2	74	98,6	24,4	86
8	12,3	26,2	88	96,8	27,8	93	72,7	20,7	80	86,3	25,6	83	65,7	25,7	86	25,9	23,1	78	64,1	26,4	64	97,5	27,7	70
9	11,8	26,9	83	96,8	28,0		72,3	27,1	70	80,5	28,7	89	68,0	23,8	81	25,3	22,0	82	63,8		81	98,3	24,9	92
10	11,0	27,2	86	98,7	28,0	88	72,5	28,0	78	86,8	26,4	90	64,9	27,4	78	25,2	24,7	76	63,4	26,8	63	97,9	28,6	69
11	12,7	25,4	84	95,9	26,4	91	72,5	27,2	87	87,6	25,8	93	65,0		81	25,6	23,0	82	63,5	28,1	61	97,5	27,9	78
12	12,2	26,4	82	95,5	27,0	87	72,7	26,5	76	86,8	25,7	86	64,9	25,2	86	24,9	22,8	76	62,9	25,8	53	97,8	25,4	79
13	10,6	27,4	88	93,0	29,2	88	72,2	27,3	90	85,1	26,4	89	62,7	26,2	82	23,7	23,9	79	61,8	27,2	64	98,7	28,8	61
14	08,9	26,2	84	92,6	26,2	81	70,9	25,9	78	83,9	25,8	96	61,8	25,2	83	22,3	23,9	74	60,3	27,1	54	94,4	28,2	65
15	09,9	24,8	91	93,9	27,3	84	72,2	26,9	96	81,0	25,0	98	63,0	23,7	82	22,9	20,4	92	61,1	23,7	76	98,9	24,6	86
16	12,2	25,5	90	90,1	26,2	86	73,5	25,1	86	86,9	24,9	93	64,9	26,0	90	25,6	21,7	86	61,2	24,5	71	97,4	26,1	89
17	13,5	25,5	87	96,7	27,1	84		26,3	88	87,4	25,8	90	65,7	26,6	81	26,4	22,7	88	61,9	26,0	63	97,5	25,9	68
18	12,2	24,7	84	95,5	26,0	78		26,1	76	86,5	24,7	92	64,0	27,1	86	24,7	23,0	85	63,4	27,8	64	97,4	28,3	74
19	15,1	25,6	91	96,4	23,7	81	72,2	27,3	79	87,0	26,1	95	64,9	27,1	82	25,1	23,4	86	63,8	27,2	65	97,2	28,8	65
20	13,9	25,7	88	97,3	26,4	87	73,3	26,4	86	88,1	28,2	93	66,7	25,8	85	26,6	24,3	87	63,8	26,3	60	98,0	28,2	73
21	12,9	25,8	82		26,1	79		25,0	80	87,7	24,9	87	66,2	26,4	82	26,4	23,3	83	63,0	25,8	76	98,8	28,4	80
22	12,6	27,4	82			73		27,6	81	87,5	26,7	85	65,7	27,3	76	25,6	24,0	83	64,5	26,4	71	97,9	27,7	70
23	13,9	26,1	87	96,7			73,0	27,7	83	87,6	26,2	88	65,5	28,4	82	25,7	25,9	91	64,2	27,2	75		28,6	68
24	13,8	25,7	88	97,4		92	74,6	28,1	86	88,2	24,8	98	66,5	26,3	80	26,4	22,1	89	65,3	25,8	59	99,2	26,5	63
25	14,1	26,7	84	97,5	27,0	78	74,7	26,5	76	88,9	25,0	83	66,8	27,4	78	26,3	22,8	87	65,6	27,3	61	99,0	28,6	62
26	15,0	26,7	82	98,5	27,5	82	74,9	26,6	87	88,9		90	66,3	27,0	84		23,5	80	69,4	27,9	61	98,4	28,7	62
27	15,3	25,6	86	97,7	27,1	93	74,9	25,9	83	89,0	24,2	96	66,7	26,7	84	27,2	23,5	87	65,7	27,4	62	98,7	28,9	68
28	14,3	25,7	72	97,7	27,5	91	73,8	26,3	85	88,9	26,0	84	63,8	25,2	86	26,3	24,1	93	65,5	28,6	71	98,8	25,5	74
29	13,9	26,2	81	97,1	27,2	79	73,1	26,0	82	88,4	25,0		65,5	27,7	78	25,9	21,8	87	65,0	26,0	59	97,6	27,4	62
30	14,1	25,5	79	97,4			73,8	25,2	94	88,3	24,7	83	65,9	27,2	83	26,0	21,5	93	64,6	26,8	67	97,4	28,7	72
Moy	12,6	26,1	85	98,9	27,0	85	72,9	26,3	83	86,9	25,4	90	65,0	25,4	84	25,4	23,0	83	63,8	26,4	67	97,5	27,5	72

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Juin 1940

PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATTIGON	TABLIGBO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	T'SÉVIE	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉKOVÉ	PALIMÉ	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KARPA	NUATJA	AMLAMÉ
1	4,0	9,8	16,5	83,0	23,0	5,0		41,0		8,9		G	5,5	6,3	6,0	19,9
2	0,5										46,5					
3								6,0					5,6	14,9		3,0
4	14,6	14,5	9,5	10,4	17,5	6,0	30,5		10,7	9,5	53,7	22,6	36,5	18,9	11,1	15,5
5	6,8	20,0	13,7	11,3	2,3	1,5		11,0	10,5	42,8		7,5	0,9	4,2	3,0	
6	11,7	2,0	7,2		G						69,2	9,2	8,0	21,7		7,8
7	56,2		5,5		2,4	2,2		G				4,5	11,5	13,5	18,0	20,7
8	G			8,7	9,5	1,0	17,2	25,5	20,0	12,4	26,7	4,2	5,3			
9					G		0,7					3,5	4,0	34,4		
10	2,0	0,2	1,9	11,4	5,4			1,5		4,0	57,1	3,2	3,5	5,1	12,0	G
11	32,0	31,3	24,5	27,9		19,0	10,7	6,0	10,5			0,5	8,8	12,3	6,0	
12					19,1			5,5								
13	18,6	14,2	28,5	49,7			8,0	16,6	30,7		17,5	18,0	15,0	33,5		
14			8,4		5,2			21,5		4,0		4,2				
15	27,3	55,9	2,3	17,4	2,0		4,0		10,0			22,0	16,2	9,5		0,1
16	7,2	39,4			26,1		1,6	10,0	G	G	33,1		2,7	5,4		
17	12,7		29,7	22,6	5,5	5,1	12,5	5,5				38,5	7,0	6,2	10,2	
18	0,7			32,3			4,8	G		24,0						
19	39,4	55,8	150,4	93,4	41,0			1,0			22,6		3,1		4,0	1,5
20	3,7		2,6			3,0		9,7	40,5	4,5		28,9	3,4		4,1	G
21			2,1								34,1				11,0	20,2
22	5,5	1,0			65,3	86,0		8,5					8,4			
23	11,2		128,7	86,7	32,3	41,3	77,2	6,5	130,6		21,7	2,8		29,0		60,2
24	12,2	75,5	147,6	101,0	7,1	4,0	8,2	1,0		6,5		7,0	22,5	15,5	3,1	41,0
25	0,2								7,1	15,1	17,3			5,2		21,0
26	8,5		37,5			19,5	8,5	1,2				G	25,0	26,3	10,0	16,5
27	0,2		1,1	30,7	21,0	0,3	4,2	18,0			13,2	65,2				
28		7,0	2,2									8,6	6,7			6,0
29											11,5	47,2				0,3
30	2,0	5,6											12,1	4,5		5,0
TOTAL	277,2	332,2	619,0	586,5	284,7	193,9	188,1	196,0	270,6	131,7	424,2	298,0	211,3	266,5	98,5	238,7
Hauteur d'eau depuis Janv. 1940	798,1	768,1	980,9	1827,5	841,7	550,4	567,7	748,3	710,3	542,7	1512,8	867,9	701,0	890,0	518,0	639,2

(6) Hauteur d'eau tombée, en millimètres. — G. : Gouttes.

METRIE (6)

Juin 1940

ATAKAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÈGUE	KPESSI	BLITA	TCHANBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALÉDJO	LAMA-KARA	PAGOUA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
2,9	14,9		37,2		17,5	1,8	19,0	12,7		10,9	7,5		11,4			1
													9,7	5,5		2
	4,4	33,9						1,5			4,5	4,0				3
16,2	9,7		30,8	21,0	5,2	2,1	8,0	6,5	19,1			6,8	13,9	7,5	14,0	4
	2,0										0,2					5
	44,9	25,6			2,0	9,0						4,2	12,3		5,0	6
36,8	15,2	18,3	27,5	33,5	28,0	28,2		17,0	21,8	29,0	25,7	23,0		8,5		7
							-15,0					7,0				8
	1,6		22,4			1,1		8,0	4,3	13,6	18,6		22,7	25,0	27,0	9
	2,9				2,8	18,4		4,0					8,7		6,0	10
1,5			14,3	10,0	17,2		20,0		3,3		4,2	3,3		17,5	9,0	11
								10,5	8,7	8,1	2,5		23,2			12
7,2	3,0		34,5		2,6											13
			40,8									4,7	4,8	9,0	42,0	14
9,8	37,1				19,5	18,5	15,0	32,2	51,2	15,8						15
	1,4										G				2,0	16
4,2											7,5				8,0	17
																18
19,8	32,6					15,8										19
1,0	8,4	50,3								5,3	0,2			7,0	6,0	20
								1,2	9,7		0,3	5,0				21
				27,0												22
12,9	23,0	52,1	18,7		G	26,3	78,0	37,5		4,8	4,7	2,0				23
	45,3	35,9	13,6		1,9					12,5			0,7			24
7,4				19,5						5,0						25
8,6	9,5	7,3	12,0		15,3											26
	1,2	7,5														27
44,8	25,8		9,4			0,1	6,0	15,0	3,9	23,4	0,7	3,3	16,1		15,0	28
														2,5		29
31,7	5,2				25,3	15,6		12,0	14,9	22,0	26,0	7,3	18,0			30
204,8	255,2	233,8	261,2	111,0	137,3	136,9	161,0	158,1	136,9	151,1	102,6	70,6	141,5	102,5	134,0	TOTAL
547,2	658,7	581,2	778,2	599,6	580,4	390,4	451,0	480,8	332,7	621,4	374,7	404,5	473,4	242,2	419,5	Hauteur d'eau depuis Janv. 1940

LE MARÉCHAL PÉTAIN

AU PEUPLE DE FRANCE

Le Maréchal PÉTAIN, Président du conseil, a pris la parole à la radio, le 25 juin 1940, à 21 h. 30, et s'est exprimé en ces termes :

Je m'adresse aujourd'hui à vous, Français de la métropole et Français d'outre-mer, pour vous expliquer les motifs des deux armistices conclus, le premier avec l'Allemagne il y a trois jours, le second avec l'Italie. Ce qu'il faut d'abord souligner c'est l'illusion profonde que la France et ses alliés se sont faite sur leur véritable force militaire et sur l'efficacité de l'arme économique, liberté des mers, blocus, ressources dont ils pouvaient disposer.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, on ne gagne une guerre uniquement avec de l'or et des matières premières. La victoire dépend des effectifs, du matériel et des conditions de leur emploi. Les événements ont prouvé que l'Allemagne possédait, dans ce domaine, en mai 1940, une écrasante supériorité, à laquelle nous ne pouvions plus opposer quand la bataille s'est engagée que des mots d'encouragement et d'espoir.

La bataille des Flandres s'est terminée par la capitulation de l'armée belge en rase campagne et l'encerclement des divisions anglaises et françaises. Ces dernières se sont battues bravement; elles formaient l'élite de notre armée. Malgré leur valeur elles n'ont pu sauver une partie de leurs effectifs qu'en abandonnant leur matériel.

Une deuxième bataille s'est livrée sur l'Aisne et sur la Somme. Pour tenir cette ligne, soixante divisions françaises, sans fortifications, presque sans chars, ont lutté contre cent cinquante divisions d'infanterie et onze divisions cuirassées allemandes. L'ennemi, en quelques jours, a rompu notre dispositif, divisé nos troupes en quatre tronçons et envahi la majeure partie du sol français. La guerre était déjà gagnée virtuellement par l'Allemagne lorsque l'Italie est entrée en campagne, créant contre la France un nouveau front, en face duquel notre armée des Alpes a résisté.

L'exode des réfugiés a pris dès lors des proportions inouïes. Des millions de Français rejoignant un million et demi de Belges se sont précipités vers l'arrière de notre front, dans des conditions de désordre et de misère indescriptibles.

A partir du 15 juin, l'ennemi, franchissant la Loire, se répandait à son tour sur le reste de la France.

Devant une telle épreuve la résistance devait cesser. Le gouvernement était acculé à l'une de ces deux décisions : celle de demeurer sur place, celle de prendre la mer. Il en a délibéré et s'est résolu à rester en France pour maintenir l'unité de notre peuple et le représenter en face de l'adversaire. Il a estimé que dans de telles circonstances son devoir était d'obtenir un armistice acceptable en faisant appel chez l'adversaire, au sens de l'honneur et de la raison.

L'armistice est conclu. Le combat a pris fin. En ce jour de deuil national, ma pensée va à tous les morts, à tous ceux que la guerre a meurtris dans leur chair

et dans leur affection. Leur sacrifice a maintenu haut et pur, le drapeau de la France. Ils demeurent dans nos mémoires et dans nos cœurs.

Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères. Une grande partie de notre territoire va être temporairement occupée. Dans tout le Nord et dans l'Ouest de notre pays, depuis le lac de Genève jusqu'à Tours, puis le long de la côte, de Tours aux Pyrénées l'Allemagne tiendra garnison.

Nos armées devront être démobilisées; notre matériel remis à l'adversaire, nos fortifications rasées, notre flotte désarmée dans nos ports. En Méditerranée, des bases navales seront démilitarisées.

Du moins l'honneur était sauf. Nul ne fera usage de nos avions et de notre flotte. Nous gardons les unités terrestres et navales nécessaires au maintien de l'ordre dans la métropole et dans nos colonies.

Le gouvernement reste libre. La France ne sera administrée que par des Français.

Vous étiez prêts à continuer la lutte. Je le savais. La guerre était perdue dans la métropole. Fallait-il la prolonger dans les colonies ?

Je ne serais pas digne de rester à votre tête si j'avais accepté de répandre le sang des Français pour prolonger le rêve de quelques Français mal instruits des conditions de la lutte. Je n'ai placé hors du sol de France ni ma personne, ni mon espoir.

Je n'ai pas été moins soucieux de nos colonies que de la métropole. L'armistice sauvegarde le lien qui l'unit à elles. La France a le droit de compter sur leur loyauté.

C'est vers l'avenir que désormais nous devons tourner nos efforts. Un ordre nouveau commence. Vous serez bientôt rendus à vos foyers. Certains auront à le reconstruire. Vous avez souffert, vous souffrirez encore. Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison. Votre vie sera dure. Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal.

La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée c'est une portion de France qui renaît.

N'espérez pas trop de l'Etat. Il ne peut donner que ce qu'il reçoit. Comptez pour le présent sur vous-mêmes et, pour l'avenir, sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.

Nous avons à restaurer la France. Montrez-là au monde qui l'observe, à l'adversaire qui l'occupe, dans tout son calme, tout son labeur et toute sa dignité.

Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve surgir de votre ferveur.